



NOTE CONCEPTUELLE



11^e Edition Africa Think Tank Summit

THÈME : De la fiscalité à l'action : combler l'écart entre politiques et mise en œuvre dans la gestion des **finances publiques** (GFP) en Afrique

08
10

Octobre 2025

Addis Ababa, Ethiopia



THE WORLD BANK

CONTENUS

1. INTRODUCTION

1. Contexte général
2. Cadre contextuel
3. Justification et fondement

2. OBJECTIFS

3. QUESTIONS CLÉS POUR LES DÉBATS

1. Aperçu des enjeux
2. Thème de l'évènement

4. DATES ET LIEU

5. FORMAT

6. RÉSULTATS ATTENDUS

7. PARTENAIRES DU SOMMET

8. PUBLIC CIBLE

9. COMITÉS D'ORGANISATION

CONTACTS

01

INTRODUCTION

1.1 Contexte général

La Commission de l'Union africaine, la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) et l'Agence de développement de l'Union africaine-NEPAD (AUDA-NEPAD) mettent en œuvre le projet de plateforme africaine des think tanks (ATTP), qui vise à établir et à rendre opérationnelle une plateforme durable pour une coopération et une harmonisation efficaces sur les questions de politique régionale entre les décideurs politiques nationaux, les associations régionales et les think tanks. Financé par la Banque mondiale, le projet se concentre exclusivement sur la promotion de la collaboration en matière d'élaboration de politiques relatives aux priorités de l'intégration régionale, associées à des externalités positives significatives et/ou à la réduction des externalités négatives.

Les priorités reposent sur les domaines communs de collaboration régionale identifiés dans l'Agenda 2063 de l'UA et dans la Stratégie pour l'Afrique de la Banque mondiale, et elles sont alignées sur les ODD. Ces thèmes prioritaires comprennent : (a) la transformation économique et la gouvernance, (b) le changement climatique, (c) le commerce régional, (d) la sécurité alimentaire, (e) le capital humain, et (f) la numérisation. Toutes les thématiques intégreront une forte dimension de genre. Les priorités pourront être actualisées au cours de la mise en œuvre du projet, avec l'approbation du Comité de pilotage de la Plateforme des think tanks (TTPSC), afin de répondre aux nouvelles demandes sur le continent.

Parmi les principales activités mises en œuvre sous le leadership de l'ACBF figure l'organisation d'événements de partage des connaissances, au cœur desquels se trouve le Sommet des think tanks africains, convoqué par l'ACBF et ses partenaires.

Depuis sa création en 2014, le Sommet des think tanks d'Afrique (ATTS) est devenu une plateforme incontournable de dialogue politique et de partage des connaissances entre think tanks africains, institutions de recherche, décideurs et partenaires de développement. Alors que le continent est confronté à des défis sans précédent en matière de viabilité budgétaire, mais également à des opportunités offertes par diverses innovations pour y répondre, le Sommet 2025 se penchera sur les questions cruciales liées à la gestion des finances publiques (GFP), sous le thème : « **De la fiscalité à l'action : combler l'écart entre politiques et mise en œuvre dans la gestion des finances publiques (GFP) en Afrique** ». Prévu du 8 au 10 octobre 2025 à Addis-Abeba (Éthiopie), ce Sommet réunira les principales parties prenantes afin de renforcer la collaboration et de catalyser des solutions concrètes pour une GFP efficace à travers l'Afrique.



1.2 Cadre contextuel

L'Afrique se trouve à un tournant décisif de son trajectoire de développement. Doté de vastes ressources naturelles – dont environ **30 % des réserves mondiales de minerais, 40 % de l'or mondial, jusqu'à 90 % du chrome et du platine, 65 % des terres arables mondiales, ainsi que d'importantes réserves de pétrole et de gaz** – et bénéficiant d'une population jeune et d'une innovation numérique en pleine croissance, le continent dispose d'un **potentiel immense**. Cependant, transformer cette richesse naturelle et ce capital humain en développement durable exige une mobilisation et une gestion solides des ressources intérieures.

La fiscalité joue un rôle central dans le renforcement de la mobilisation des ressources intérieures en Afrique, mais elle demeure sous-utilisée et souvent inefficace. Le continent présente l'un des taux de pression fiscale (recettes fiscales rapportées au PIB) les plus bas au monde, ce qui traduit des défis tels qu'une base d'imposition étroite, l'évasion fiscale et des inefficiences dans l'administration fiscale. Le renforcement des systèmes fiscaux est essentiel pour accroître l'espace budgétaire, permettant ainsi aux gouvernements de financer des services publics essentiels et des projets d'infrastructures.

Des défis persistants freinent fortement cette transformation. L'espace budgétaire limité, l'aggravation du surendettement et la dépendance aux marchés de matières premières volatils s'ajoutent à la diminution de l'aide publique au développement (APD) traditionnelle, les priorités des bailleurs évoluant. De plus, les perturbations économiques liées aux crises mondiales (telles que la COVID-19 et les conflits) et la forte vulnérabilité face au changement climatique accentuent les pressions budgétaires.

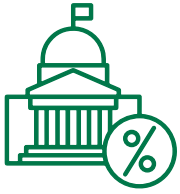
Par ailleurs, une fiscalité équitable et progressive peut contribuer à réduire la pauvreté et les inégalités, en cohérence avec les objectifs plus larges du développement durable. En réformant les politiques fiscales afin d'élargir la base d'imposition, d'améliorer la conformité et de renforcer l'efficacité de la collecte des impôts, les pays africains peuvent mieux tirer parti de leurs ressources naturelles et de leur capital humain. Cela permettrait non seulement de stimuler la croissance économique, mais aussi de renforcer la redevabilité et l'engagement citoyen, consolidant ainsi la confiance du public dans les institutions étatiques. Une fiscalité efficace constitue donc un pilier fondamental de la gestion des finances publiques (GFP), permettant aux pays de réduire leur dépendance au financement extérieur et de mettre en œuvre leurs agendas de développement avec une plus grande autonomie.

Dans ce contexte, des systèmes efficaces de GFP (processus par lesquels les gouvernements planifient, mobilisent, allouent et rendent compte de l'utilisation des ressources publiques) apparaissent comme un levier déterminant. Une GFP robuste est essentielle pour que l'Afrique atteigne la souveraineté budgétaire, assure la transparence et la redevabilité, libère une croissance durable, favorise la bonne gouvernance, finance les agendas continentaux et mondiaux (Agenda 2063, ODD), et réduise la dépendance au financement extérieur.

Cependant, un écart persistant subsiste entre la conception des politiques de GFP et leur mise en œuvre. Des réformes ambitieuses, telles que la numérisation des systèmes, l'amélioration de la transparence budgétaire ou le renforcement de la gestion de la dette, échouent souvent en raison de l'inertie institutionnelle, des déficits de capacités ou des contraintes liées à l'économie politique. Ce décalage mine la confiance du public, perpétue les inefficiences et limite, en définitive, le potentiel transformateur des ressources propres de l'Afrique.

1.3 Justification et fondement

Le thème « De la fiscalité à l'action : combler l'écart entre politiques et mise en œuvre dans la gestion des finances publiques (GFP) en Afrique » est à la fois opportun et crucial pour l'avenir de la gouvernance et de la transformation économique du continent. En mettant l'accent sur la nécessité de réduire l'écart entre l'élaboration des politiques et leur mise en œuvre en matière de GFP, les parties prenantes peuvent œuvrer à la création de systèmes financiers plus robustes, responsables et efficaces, capables de soutenir le développement durable et la croissance économique à travers l'Afrique.



- **Impératif de souveraineté budgétaire**

Avec la diminution de l'APD, les gouvernements africains doivent de plus en plus compter sur une mobilisation efficace des ressources intérieures pour financer les infrastructures, les services sociaux et la résilience climatique. Des systèmes de GFP efficaces sont essentiels pour optimiser la mobilisation des recettes, réduire les flux financiers illicites et garantir une répartition équitable des ressources. Toutefois, sans combler le fossé entre les politiques et leur mise en œuvre, même les réformes les mieux conçues risquent de rester des gestes symboliques plutôt que de véritables moteurs de changement.



- **Gouvernance et contrat social.**

La faiblesse des systèmes de GFP alimente la corruption, la mauvaise gestion et la désillusion des citoyens. Par exemple, malgré les progrès réalisés dans les évaluations des systèmes de GFP, l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de réforme de la GFP ainsi que l'adoption d'innovations telles que les cadres budgétaires à moyen terme (CBMT) et les comptes uniques du Trésor (CUT), de nombreux pays africains peinent à aligner leurs budgets sur la production de résultats tangibles. Cette situation est aggravée par la faiblesse des fonctions de contrôle et de redevabilité en matière de GFP, identifiée dans plusieurs évaluations, y compris celles menées au titre de la Responsabilité des dépenses publiques et de la gestion financière (PEFA). Renforcer le lien entre politique et exécution peut restaurer la confiance des citoyens, accroître la redevabilité et instaurer un cycle vertueux de conformité (par exemple, les contribuables ayant l'assurance que les recettes financent des services publics de qualité), consolidant ainsi le contrat social.



- **Transformation économique.**

Les aspirations de l'Afrique en matière d'industrialisation, d'intégration régionale (par ex. la ZLECAf) et de transition écologique nécessitent des systèmes robustes de GFP pour canaliser les ressources de manière stratégique. Des processus de passation de marchés mal gérés, des pratiques opaques en matière d'endettement ou une gestion inefficace des investissements publics peuvent compromettre ces objectifs. Comblé les lacunes de mise en œuvre garantit que les politiques budgétaires se traduisent par des infrastructures productives, la création d'emplois et des investissements adaptés au climat.

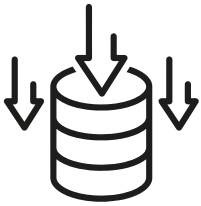


- **Évolutions mondiales et régionales**

L'essor des économies numériques, les mécanismes de financement climatique et la coopération Sud-Sud offrent de nouvelles opportunités pour l'innovation en matière de GFP. Toutefois, exploiter ces dynamiques exige des institutions agiles, capables de traduire des engagements de haut niveau en réalités opérationnelles.

- **Rôle crucial des données probantes et des think tanks**

L'élaboration de politiques fondées sur des données probantes constitue la pierre angulaire de réformes efficaces de la GFP. Pourtant, des écarts de mise en œuvre persistent souvent en raison d'un accès limité à des données localisées, de résistances politiques ou d'une faible coordination entre parties prenantes et d'un engagement fragmenté. C'est ici que les think tanks jouent un rôle déterminant, en produisant des recherches rigoureuses et contextualisées et en fournissant des analyses exploitables pour combler le fossé entre conception et exécution des politiques.



À titre d'exemple, les think tanks ont contribué à l'adoption réussie, dans plusieurs pays africains, du budget axé sur la performance, en proposant des modèles fondés sur des données probantes et en facilitant le consensus entre parties prenantes, démontrant ainsi leur rôle dans la traduction de la recherche en réformes concrètes. De plus, ils ont mené des études ciblées qui ont contribué à orienter les politiques budgétaires dans certains pays africains, aboutissant à de meilleures allocations budgétaires pour des secteurs tels que la santé et l'éducation. Les think tanks jouent également le rôle de médiateurs neutres, en favorisant le dialogue entre décideurs, société civile, citoyens et secteur privé afin d'aligner les priorités et de construire un consensus



02

OBJECTIFS



L'objectif principal du Sommet des think tanks africain 2025 (ATTS) est de catalyser une action collaborative entre les think tanks africains, les décideurs, les citoyens et les partenaires au développement, en comblant le fossé entre la conception et la mise en œuvre des politiques en matière de GFP afin d'améliorer la mobilisation des ressources nationales et de favoriser une gouvernance responsable et une transformation économique à travers le continent. Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- **Faciliter la coopération entre think tanks**, monde académique, société civile, fintech, laboratoires d'innovation, gouvernements et partenaires de développement, en vue d'échanger les meilleures pratiques et approches innovantes en matière de GFP.
- **Analyser les politiques macro-budgétaires existantes** afin d'identifier les lacunes et défis, et de formuler des recommandations concrètes pour une mise en œuvre efficace.
- **Offrir des opportunités de renforcement des capacités aux décideurs et chercheurs** pour le partage d'expériences relatives aux stratégies réussies de GFP et à leurs contributions à la bonne gouvernance et à la croissance économique.
- **Créer des plateformes de dialogue renforcé** pour le partage d'expériences relatives aux stratégies réussies de GFP et à leurs contributions à la bonne gouvernance et à la croissance économique.
- **Promouvoir des stratégies concrètes** visant à accroître la mobilisation des ressources intérieures grâce à des systèmes fiscaux efficaces, au développement d'institutions financières locales et à l'exploitation des partenariats public-privé.

03

QUESTIONS CLÉS POUR LES DÉBATS

3.1 Aperçu général des enjeux

Ce thème est essentiel en raison du fossé persistant entre les politiques bien intentionnées et leur mise en œuvre concrète. Il vise à répondre aux défis systémiques majeurs qui traversent l'ensemble du cycle de la GFP : mobilisation des ressources intérieures (MRI), allocation des ressources, efficacité des dépenses et mécanismes de contrôle. L'Afrique continue de faire face à des écarts persistants dans la traduction de politiques budgétaires solides en une mise en œuvre effective, ce qui fragilise la stabilité économique et la prestation de services publics

La position budgétaire de l'Afrique est mise à rude épreuve par la faiblesse de la mobilisation des recettes et l'aggravation du surendettement.

Le ratio moyen impôts/PIB dans les pays africains est d'environ

soit bien inférieur à la moyenne mondiale de

16%, / 22%

Depuis 2015, le ratio moyen des recettes fiscales rapportées au PIB en Afrique demeure systématiquement en dessous du seuil minimum de 15 %, nécessaire pour qu'un pays en développement puisse financer correctement ses ODD. Le ratio de recettes de l'Afrique reste également bien inférieur à la moyenne de l'Amérique latine (23,9 %) et de l'Europe et de l'Asie centrale (31,7 %)¹. La faiblesse relative du ratio moyen des recettes fiscales en Afrique masque une hétérogénéité significative entre les pays du continent. Parallèlement, 21 pays africains sont en situation de surendettement ou exposés à un risque élevé, ce qui restreint l'espace budgétaire disponible pour le développement. La faiblesse des systèmes de mobilisation des ressources intérieures et l'ampleur des flux financiers illicites accentuent les déficits de recettes, tandis que les inefficiences dans les dépenses publiques compromettent la prestation des services.

Une fiscalité efficace est déterminante pour renforcer la gestion des finances publiques, car elle influence directement la disponibilité des ressources nécessaires au financement des services essentiels et au développement des infrastructures. L'augmentation des recettes fiscales peut réduire de manière significative la dépendance à l'aide extérieure, qui représente actuellement environ 10 % des recettes publiques totales dans de nombreux pays africains. Les données montrent en outre qu'un passage d'un seuil fiscal de 7 % du PIB (typique des économies les moins performantes) à 15 % du PIB est associé à une croissance cumulative supplémentaire de 10 points de pourcentage au cours des dix années suivantes². En adoptant des politiques qui améliorent la conformité fiscale et élargissent l'assiette fiscale, les gouvernements peuvent consolider leur position financière, ce qui leur permet d'investir dans la santé, l'éducation et les infrastructures – domaines essentiels à la

(1) African Economic Outlook (AEO) 2024. <https://www.afdb.org/en/news-and-events/make-domestic-resource-mobilization-work-africas-structural-transformation-73243>

(2) Rishabh Choudhary & Franz Ulrich Ruch & Emilia Skrok, 2024. "Taxing for Growth: Revisiting the 15 Percent Threshold," Policy Research Working Paper Series 10943, The World Bank.

croissance économique et à la réduction de la pauvreté.

Par ailleurs, le renforcement des capacités institutionnelles est crucial pour améliorer les résultats en matière de GFP. Les indicateurs de gouvernance mondiale de la Banque mondiale révèlent que de nombreux pays africains obtiennent des scores faibles en termes d'efficacité de l'action publique et de qualité de la réglementation, deux dimensions essentielles pour la mise en œuvre des politiques financières. En favorisant la collaboration entre gouvernements, think tanks et société civile, le thème de cette édition encourage le partage des meilleures pratiques et des solutions innovantes adaptées aux contextes africains.

L'intégration des outils numériques dans l'administration fiscale a déjà produit des résultats prometteurs dans plusieurs pays. Par exemple, le Rwanda a mis en place un système électronique de déclaration fiscale, qui a conduit à une augmentation de la conformité fiscale. De même, l'adoption de plateformes de paiement mobile, telles que M-Pesa au Kenya, a révolutionné les transactions financières, facilité le paiement des impôts et élargi l'accès aux services fiscaux. Ces innovations technologiques visent non seulement à accroître les recettes fiscales, mais aussi à promouvoir une culture de transparence et de redevabilité.

En outre, traiter la question de l'équité fiscale est indispensable pour favoriser une croissance économique inclusive sur le continent. En Afrique, près de **85 %** de la population active est engagée dans le travail informel, ce qui en fait la région ayant la plus forte proportion de main-d'œuvre dans ce secteur. En Afrique subsaharienne, ce chiffre atteint **90 %**, le secteur informel contribuant jusqu'à **62 %** du PIB régional. De plus, le commerce transfrontalier informel joue un rôle considérable, représentant 30 à **40 %** des échanges dans la région. Cela inclut les acteurs des marchés non réglementés ainsi que les commerçants contournant les circuits traditionnels d'importation et d'exportation.³ La mise en œuvre de politiques qui reconnaissent et légitiment les activités du secteur informel permet non seulement d'élargir l'assiette fiscale, mais aussi d'offrir à ces travailleurs un accès aux services essentiels, à la protection sociale et à des opportunités économiques. En promouvant l'équité fiscale et en veillant à ce que tous les citoyens contribuent au développement national, les gouvernements peuvent favoriser une société plus cohésive. Le thème proposé met donc en avant l'importance de réformes fiscales globales qui privilégient l'efficacité, l'équité et l'engagement citoyen, ouvrant ainsi la voie à un développement durable à l'échelle du continent.

Enfin, la promotion de la redevabilité et de la transparence dans la gestion des finances publiques est essentielle pour renforcer la confiance des citoyens dans les institutions gouvernementales. Une enquête menée par Afrobarometer révèle que peu d'Africains estiment que leur gouvernement gère efficacement les ressources publiques. En moyenne, dans **39 pays**, la majorité des Africains expriment une certaine

⁽³⁾ <https://jpia.princeton.edu/news/formalizing-africas-informal-sector-through-afcfta-opportunity-economic-transformation>

confiance uniquement à l'égard de trois des 11 institutions et types de dirigeants sur lesquels portait l'enquête : les dirigeants religieux (**66 %**), l'armée (**61 %**) et les chefs traditionnels (**56 %**)⁴. Le thème proposé vise à renforcer la redevabilité en réduisant l'écart entre politiques et actions, contribuant ainsi à accroître la confiance du public et l'engagement civique. Cette confiance est indispensable à la mise en œuvre des réformes, car elle encourage la participation citoyenne à la gouvernance et au contrôle, ce qui conduit en définitive à une amélioration de la gouvernance et des résultats économiques.

3.2 Thème de l'évènement

Le thème proposé, « **De la fiscalité à l'action : combler l'écart entre les politiques et leur mise en œuvre dans la gestion des finances publiques (GFP) en Afrique** », met en lumière le décalage important entre l'élaboration des politiques macro-budgétaires et leur exécution sur le continent. En mettant l'accent sur une GFP efficace et robuste, ce thème vise à renforcer la mobilisation et l'allocation des ressources, ainsi qu'à garantir une utilisation efficiente des finances publiques pour assurer la prestation de services publics de qualité.

Il encourage la collaboration entre les décideurs publics, les institutions de recherche et think tanks, les organisations de la société civile (OSC), les partenaires au développement et d'autres parties prenantes, afin de partager les bonnes pratiques et des solutions innovantes, contribuant ainsi à renforcer la redevabilité et la confiance dans les institutions publiques. Cet axe est essentiel pour promouvoir le développement durable et relever les défis économiques spécifiques auxquels font face les pays africains, en veillant à ce que les politiques se traduisent par des résultats concrets pour les citoyens.

Sous-thèmes potentiels



Renforcement des cadres institutionnels pour une meilleure gestion des finances publiques



Renforcement des fonctions de contrôle et de responsabilité pour une fiscalité efficace



Gestion publique des finances décentralisée : renforcement de la mobilisation des recettes locales



Stratégies fiscales innovantes



Viabilité de la dette : alignement des emprunts sur les capacités fiscales



Budgétisation sensible au genre et au climat : des engagements aux résultats



Jeunesse, technologie et engagement citoyen : rétablir la confiance dans la gouvernance pour une fiscalité efficace

⁽⁴⁾ Koffi Amessou Adaba and David Boio. 2024. Across Africa, public trust in key institutions and leaders is weakening. Afrobarometer Dispatch No. 891.

04

DATES ET LIEU



Le Sommet des think tanks d'Afrique 2025 se tiendra du **8 au 10 octobre 2025 à Sheraton Hotel Addis-Abeba**, Ethiopia.

Il est organisé par le Gouvernement de la **République fédérale d'Éthiopie**, par l'intermédiaire du Ministère des Finances.

05

FORMAT

Le Sommet des think tanks d'Afrique 2025 se tiendra dans un format hybride, en anglais et en français, avec des services d'interprétation simultanée. Le Sommet est conçu pour maximiser l'interaction entre les participants, permettre une exploration approfondie des enjeux et favoriser l'échange de connaissances et d'expériences entre les parties prenantes à travers :

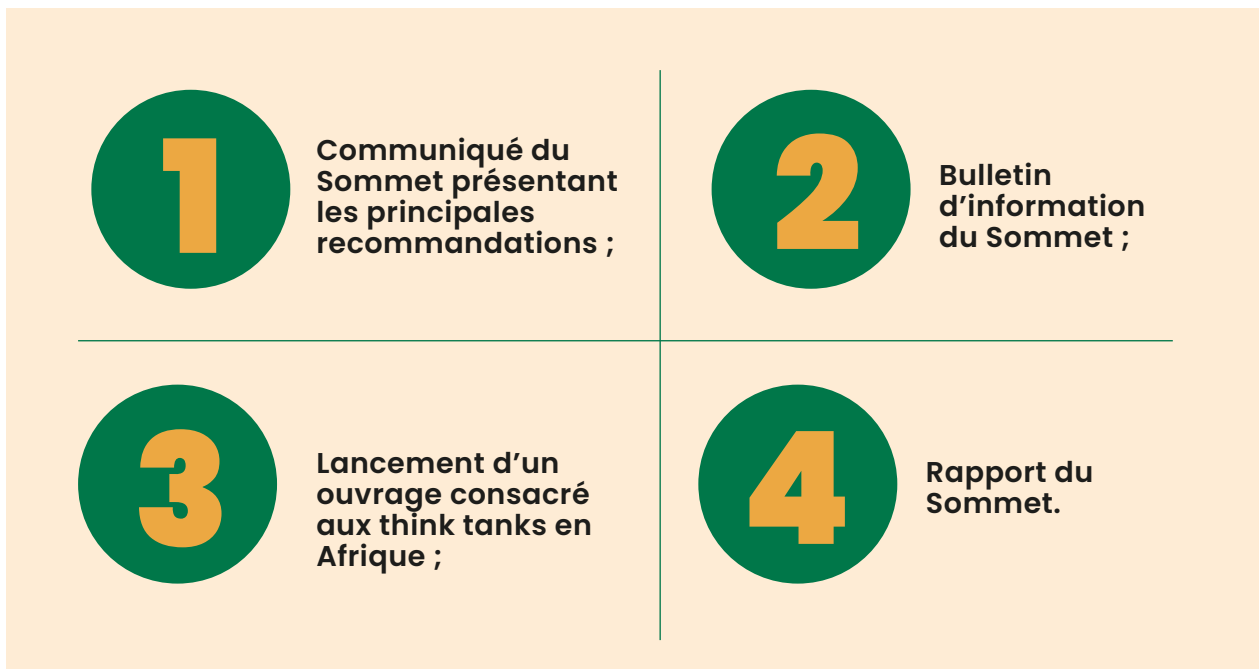
- **La session ministérielle** : composante centrale du Sommet, elle réunira des hauts responsables et décideurs afin de mener un dialogue constructif.
- **Les discours-programmes** : des experts de premier plan et des décideurs présenteront des exposés magistraux portant sur les dimensions essentielles des objectifs du Sommet.
- **Les tables rondes** : des séances plénières thématiques permettront d'examiner des sujets spécifiques dans les principaux domaines retenus, en vue de répondre aux différents objectifs du Sommet.
- **Les sessions parallèles** : conçues pour approfondir et examiner en détail certaines problématiques spécifiques.
- **Les événements parallèles** : ces séances offriront aux partenaires l'occasion de débattre de questions d'intérêt liées au thème du Sommet et de contribuer à la transformation socio-économique de l'Afrique.
- **Hackathon (marathon de programmation) sur la gestion des finances publiques (GFP)** : ces sessions offriront une plateforme aux parties prenantes pour présenter leurs travaux, innovations et produits, engager les participants, et encourager le partage de connaissances ainsi que le réseautage.
- **Les sessions de formation** : le Sommet constituera une opportunité de proposer des ateliers pratiques de renforcement des compétences à certains acteurs clés. Des partenaires sélectionnés mettront à disposition des outils et des stratégies pratiques permettant aux participants de traduire efficacement les objectifs de politique publique en actions concrètes, contribuant ainsi à lever les obstacles qui freinent la mise en œuvre réussie de la gestion des finances publiques.



06

RÉSULTATS

Le Sommet des think tanks d'Afrique 2025 produira les résultats suivants :



Les résultats attendus sont les suivants :

- 1. Renforcement de la collaboration et des échanges de connaissances ;**
- 2. Adoption de solutions de gestion des finances publiques (GFP) fondées sur des données probantes ;**
- 3. Capacités accrues de mise en œuvre des politiques fiscales ;**
- 4. Amélioration des stratégies de mobilisation des ressources intérieures (MRI) ;**
- 5. Renforcement des capacités des organisations de la société civile (OSC) et des citoyens à comprendre comment suivre les processus de GFP et à contribuer à la redevabilité des institutions.**

Pour garantir l'efficacité de ces résultats, des stratégies de suivi et d'évaluation seront mises en place après le Sommet, à travers :

- des enquêtes pour évaluer l'impact du Sommet sur la collaboration et les pratiques de partage des connaissances ;
- un suivi de l'adoption afin de mesurer la mise en œuvre des principales recommandations ;
- une communication continue permettant aux parties prenantes de partager les progrès réalisés, les difficultés rencontrées et les innovations dans les pratiques de GFP, afin d'assurer une mobilisation et une redevabilité durables.

Les leçons, bonnes pratiques et engagements issus de cet événement seront largement diffusés auprès des principales parties prenantes (responsables publics, chercheurs et partenaires au développement) afin d'éclairer et de catalyser de futures initiatives en appui à une MRI et à une fiscalité efficaces en Afrique.

07

PARTENAIRES DU SOMMET



La Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) et la **Commission de l'Union africaine (CUA)** organiseront conjointement cet événement, avec le soutien financier de la **Fondation Hewlett** et du **Groupe de la Banque mondiale** (à travers le projet ATTP). La **République fédérale démocratique d'Éthiopie**, en sa qualité de pays hôte, est représentée par le Ministère des Finances, qui joue un rôle central dans la facilitation et l'appui à cette initiative. L'**Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD)** et la **Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)** interviennent en tant que co-organisateur, en mobilisant leur expertise et leurs vastes réseaux afin d'accroître la portée et l'impact de l'événement.

Au niveau national, le **Policy Studies Institute (PSI)** et l'**African Leadership Excellence Academy (AFLEX)** interviennent en tant que partenaires locaux, en apportant des analyses et des ressources essentielles pour contextualiser le dialogue, promouvoir l'échange de connaissances et renforcer la collaboration entre les parties prenantes éthiopiennes et continentales. success and continued expansion of this important initiative. Interested stakeholders are encouraged to join and actively participate in shaping a transformative agenda for Africa.

La Plateforme des partenaires demeure ouverte à toutes les organisations partageant la vision, les objectifs et les finalités du Sommet, et désireuses de contribuer à la réussite et à l'expansion continue de cette initiative majeure. Les parties prenantes intéressées sont vivement encouragées à rejoindre cette dynamique et à participer activement à la définition d'un agenda de transformation pour l'Afrique.

08

**PUBLIC
CIBLE**

Le Sommet des think tanks d’Afrique 2025 offrira un espace à plus de 300 représentants de think tanks africains et de parties prenantes clés, leur permettant d’échanger sur les pratiques et les enseignements tirés.

Par ailleurs, le Sommet constituera une plateforme pour la communauté des think tanks et les parties prenantes (partenaires au développement, responsables gouvernementaux, secteur privé et acteurs non étatiques) afin de discuter et de proposer des idées et des stratégies innovantes pour combler l’écart entre la formulation et la mise en œuvre des politiques de gestion des finances publiques (GFP), au service de la transformation socio-économique de l’Afrique.

Le public cible du Sommet des think tanks africains 2025 comprend :



Les think tanks africains et les institutions de recherche



Les responsables gouvernementaux chargés de l’élaboration et de la mise en œuvre des politiques



Les partenaires au développement et les institutions financières internationales



Les organisations de la société civile (OSC)



Les laboratoires d’innovation en technologies financières (FinTech) et en GFP



Le secteur privé



Les médias



Les groupes spécialisés (par ex. : fournisseurs de technologies, associations de femmes, initiatives de jeunesse)

09

COMITÉS D'ORGANISATION

Un **Comité exécutif et un Comité d'organisation et de programmation** ont été mis en place, réunissant des experts de haut niveau et des partenaires stratégiques du domaine. Ces comités joueront un rôle clé dans l'identification des conférenciers principaux, la validation des thématiques du Sommet et la promotion de l'événement au sein de leurs réseaux respectifs. Ils contribueront également activement à l'élaboration du programme final. Dans certains cas, les membres des comités pourront également intervenir en tant qu'orateurs au cours du Sommet. La participation des représentants des partenaires au sein de ces comités sera déterminante pour assurer le succès de l'événement.

Comité de pilotage

Supervise la préparation du Sommet et assure l'orientation stratégique. Il est composé de :

- **Ministre des Finances, Éthiopie**
- **Vice-Président(e), Commission de l'Union africaine (CUA)**
- **Secrétaire exécutif, Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF)**
- **Représentant(e) de la Banque mondiale**

Comité d'organisation et de programmation

Garantit la coordination efficace et la mise en œuvre du programme du Sommet. Il est composé de :

- **Représentant(e) du Ministère des Finances, Éthiopie**
- **Représentant(e) de l'ACBF**
- **Représentant(e)s du Projet ATTP, CUA**
- **Représentant(e)s de la CUA**
- **Représentant(e) de la Banque mondiale**
- **Représentant(e) du Policy Studies Institute (PSI)**
- **Représentant(e) de l'African Leadership Excellence Academy (AFLEX)**
- **Représentant(e)s de think tanks**

Divers **sous-comités** ont été créés au sein du Comité d'organisation et de programmation pour assurer la réalisation des différentes dimensions de l'événement : contenu/programme, opérations/logistique, partenariats, ainsi que communication/marketing.

CONTACTS

Les questions relatives à l'organisation du Sommet africain des think tanks 2025 doivent être adressées au secrétariat à l'adresse suivante : atts2025@theacbf.org ou l'un des **contacts** suivants :

BARASSOU DIAWARA	Expert principal en gestion des connaissances, ACBF	bdiawara@theacbf.org
THEMBA GILBERT CHIRWA	Coordinateur de projet, projet ATTP, CUA	ChirwaT@AfricanUnion.org
FATOU DIOUF	Responsable de la communication et de l'influence, ACBF	FDiouf@theacbf.org
HABTAMU SHEWALEMMA	Coordinateur principal de programme/projet, Ministère des finances, Éthiopie	hshewalemma@mofed.gov.et
RURAMAI MARANDU	Associé de programme, ACBF	RMarandu@theacbf.org



11^e Edition Africa Think Tank Summit

 [TheACBF](#)  [@theacbf](#)  [ACBF_Official](#)
 [Africa Capacity Building Foundation](#)